



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1995/62  
23 janvier 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 20 JANVIER 1995, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL  
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA TURQUIE AUPRÈS DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre qui vous est adressée par S. E. M. Osman Ertuğ, représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer comme document du Conseil de sécurité le texte de la présente lettre et de son annexe, qui contient le texte d'une déclaration faite le 20 janvier 1995 par S. E. M. Rauf Denktaş, Président de la République turque de Chypre-Nord.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Inal BATU

ANNEXE

Lettre datée du 20 janvier 1995, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par M. Osman Ertuğ

J'ai l'honneur de joindre à la présente lettre le texte d'une déclaration faite par le Président Rauf Denktaş le 20 janvier 1995, concernant l'initiative de paix prise par la partie chypriote turque, qui a déjà été remis au Représentant spécial adjoint du Secrétaire général à Chypre, M. Gustave Feissel.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son appendice comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République  
turque de Chypre-Nord

(Signé) Osman ERTUĞ

APPENDICE

Déclaration faite par M. Rauf Denktas le 20 janvier 1995

La population chypriote turque et la population chypriote grecque sont les copropriétaires de Chypre, et cette île est la terre natale commune à ces deux populations. Consciente de ce fait, la partie chypriote turque s'est efforcée de trouver à la question de Chypre une solution juste et viable qui faciliterait la cohabitation sur cette terre natale commune.

La partie chypriote turque souhaite sincèrement qu'une solution soit trouvée à la question de Chypre, qui attend d'être réglée depuis maintenant 32 ans. Elle est convaincue que le statu quo pourrait faire place à un règlement viable qui soit acceptable pour les deux parties.

Désireuse de contribuer à la création de conditions propices à la recherche d'un tel règlement viable, la partie chypriote turque présente publiquement ci-après certaines de ses suggestions et propositions en espérant qu'elles seront accueillies favorablement par la partie chypriote grecque.

1. La partie chypriote turque demeure résolument attachée à une solution fédérale viable, bicommunautaire et bizonale, comme le prévoient les accords de haut niveau.

En fait, la population chypriote turque avait confirmé son attachement à une telle solution le jour où elle a proclamé la République turque de Chypre-Nord.

2. La partie chypriote turque estime que, pour établir une relation fédérale, il faut avant tout créer un climat de confiance mutuelle, de coopération et de collaboration entre les partenaires concernés et qu'une fédération ne peut être formée qu'entre partenaires politiquement égaux sur une base volontaire et selon le principe de l'avantage mutuel. C'est pourquoi la partie chypriote turque continue de souscrire à l'évaluation exacte de la situation qu'a présentée le Secrétaire général dans son rapport du 19 novembre 1992, lorsqu'il a signalé qu'"il ressort des dernières réunions conjointes qu'une profonde crise de confiance sépare les deux parties. Tant que cette situation prévaudra, une issue positive des entretiens est difficilement envisageable" (S/24830, par. 63).

Conformément à l'évaluation susmentionnée du Secrétaire général et du Conseil de sécurité, la partie chypriote turque est sincèrement convaincue que la mise en oeuvre de l'ensemble de mesures de confiance facilitera le processus politique devant aboutir à un règlement fédéral.

3. En conséquence, la partie chypriote turque s'est déclarée prête à mettre en oeuvre l'ensemble de mesures de confiance selon les modalités énoncées par le Secrétaire général dans la lettre qu'il a adressée au Président du Conseil de sécurité le 28 juin 1994 (S/1994/785).

Le fait que, dans la lettre susmentionnée, le Secrétaire général a conclu que "... les progrès étaient maintenant suffisants pour que l'ONU mette en

/...

oeuvre l'ensemble de mesures sur la base du document du 21 mars et des éclaircissements ultérieurs" renforce notre conviction et notre espoir que cet ensemble de mesures est effectivement prêt à être appliqué.

La partie chypriote turque confirme son attachement à ces positions.

Compte tenu de l'évaluation susmentionnée du Secrétaire général, la partie chypriote turque souhaite ardemment que les deux parties accordent l'attention voulue à cette option historique qui leur est offerte, et la considère comme un jalon s'inscrivant dans le cadre du processus politique devant aboutir à un règlement définitif.

4. On sait que l'ensemble de mesures de confiance comprend, outre les dispositions relatives à Varosha et à l'aéroport international de Nicosie, 12 autres mesures importantes.

L'une d'entre elles prévoit la coopération des deux parties "... avec la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour étendre l'accord d'évacuation [de 1989] à tous les secteurs de la zone tampon contrôlée par les Nations Unies où les deux parties sont très proches l'une de l'autre".

Afin de maintenir l'élan nécessaire à la mise en oeuvre de toutes les dispositions énoncées dans l'ensemble de mesures de confiance, la partie chypriote turque propose qu'il leur soit immédiatement donné effet en commençant par les dispositions d'évacuation.

5. Pour contribuer à la création d'un climat de confiance mutuelle, de coopération et de collaboration et faciliter le processus politique devant aboutir à une solution fédérale bicommunautaire et bizonale, la partie chypriote turque propose la mise en place d'un organe mixte transitoire coprésidé par les chefs des deux communautés, qui serait chargé a) d'examiner les affaires courantes et les problèmes d'intérêt commun aux deux parties; b) d'élaborer des projets conjoints en vue d'apporter une solution à ces préoccupations et problèmes communs; et c) d'exécuter lesdits projets.

6. La partie chypriote turque est d'avis qu'une fois conclu l'accord relatif aux mesures de confiance, d'autres mesures, concernant notamment les problèmes d'ordre militaire, pourraient être négociées afin d'améliorer encore le climat de confiance entre les deux communautés.

7. La partie chypriote turque propose que les deux parties engagent des pourparlers de fond en vue d'un règlement fédéral bicommunautaire et bizonal dès que le Conseil de sécurité aura approuvé l'accord relatif aux mesures de confiance.

8. La partie chypriote turque estime que les deux communautés chypriotes, qui partagent la même terre natale, partagent aussi forcément le même destin politique et économique. Les arrangements adoptés en 1960 étaient le produit de cette réalité.

/...

Cela étant, l'adhésion de Chypre à l'Union européenne ne peut être fondée que sur la volonté et le souhait communs des deux communautés.

Compte tenu de ce qui précède, la partie chypriote turque tient à annoncer, par la présente déclaration, qu'elle est prête à examiner la question de l'adhésion de la République fédérale à l'Union européenne dans le cadre prévu dans "l'ensemble d'idées" dès qu'un accord sur une fédération bicommunautaire et bizonale sera intervenu et l'égalité de statut politique des deux communautés respectée.

9. La partie chypriote turque estime que les dirigeants des deux communautés ont un rôle important à jouer en vue de créer un climat de confiance mutuelle et de coopération. Elle propose donc que les deux dirigeants s'engagent dès maintenant à s'abstenir de faire des déclarations et de porter des accusations de nature à provoquer une détérioration du climat politique.

10. Afin de favoriser encore le climat de confiance mutuelle tellement souhaitable dans tous les domaines, la partie chypriote turque propose que les deux parties fassent une déclaration commune de non-agression.

La partie chypriote turque voit dans la démilitarisation de la République fédérale l'un des objectifs énoncés dans "l'ensemble d'idées" proposé par l'ONU.

11. De l'avis de la partie chypriote turque, un règlement viable à Chypre passe nécessairement par le dialogue et la négociation entre les deux parties. Forte de cette conviction, la partie chypriote turque est entièrement disposée à mettre en oeuvre l'ensemble de mesures de confiance et à négocier avec la partie chypriote grecque, sans aucune condition préalable, toutes questions ayant trait à un règlement global.

12. Lors des négociations visant à parvenir à un règlement bicommunautaire et bizonal, la partie chypriote turque continue d'être favorable à la formule "des terres contre une solution viable", estimant que cette formule est conforme à l'esprit de compromis nécessaire pour trouver une solution réaliste et viable.

13. Outre les suggestions et propositions présentées ci-dessus, la partie chypriote turque reconferme celles qui sont énoncées dans la lettre que le Président de la République turque de Chypre-Nord a adressée au Secrétaire général le 21 novembre 1994 (S/1994/1330).

14. Soucieuse de créer un climat de confiance mutuelle, la partie chypriote turque déclare que, dans un premier temps et comme gage de sa bonne volonté, elle prendra unilatéralement les dispositions ci-après :

a) Des mesures seront prises pour améliorer encore les conditions de vie des Chypriotes grecs à Chypre-Nord;

b) Des mesures analogues seront prises pour améliorer encore les conditions de vie des Maronites à Chypre-Nord;

/...

c) Les procédures applicables aux étudiants chypriotes grecs qui poursuivent des études dans le sud lorsqu'ils rendent visite à leur famille à Chypre-Nord seront passées en revue et améliorées;

d) Les contacts bicommunautaires continueront d'être favorisés et encouragés.

-----